

Unité départementale du Hainaut
Equipe V3
Parc d'activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Prouvy, le (voir date de signature de
l'approbateur)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



DESVRES Landrecies

Rue de Mormal
59550 LANDRECIES

Références : V3.2022.0210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement DESVRES Landrecies implanté Rue de Mormal 59550 LANDRECIES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'un projet de réhabilitation, les chefs de projet du programme "Petites Villes de Demain" ont pris contact avec l'inspection afin de connaître l'état de situation du site DESVRES Landrecies. L'inspection a donc eu lieu suite à cette prise de contact.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DESVRES Landrecies
- Rue de Mormal 59550 LANDRECIES
- Code AIOT dans GUN : 0007001231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par décision préfectorale du 23 novembre 1927, la Compagnie Française de Mosaïques Céramiques de Maubeuge avait été autorisée à exploiter une fabrique de produits céramiques sur le territoire de la commune de Landrecies.

Par arrêté préfectoral du 06 mai 2010 l'exploitant avait été mis en demeure de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation afin de régulariser sa situation administrative suite aux modifications successives apportées à ses installations.

En février 2012, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation. Par rapport du 15 mai 2012 l'inspection a déclaré ce dossier irrecevable et a invité l'exploitant à compléter son dossier. Par courriel du 23 janvier 2013, l'exploitant a informé l'inspection de la fermeture prochaine du site de Landrecies.

L'usine fabriquait des carrelages et exploitait des ateliers de coupe de carrelages provenant d'un autre site du groupe.

La liquidation judiciaire du site a été prononcée le 24 février 2021, désignant Maître Yvon Perrin en tant que liquidateur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Mise en sécurité du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Mise en sécurité	Code de l'environnement du 20/07/2015, article R.512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Concertation usage futur	Code de l'environnement du 20/07/2015, article R.512-39-2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de Gestion et remise en état	Code de l'environnement du 20/07/2015, article R.512-39-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence que les formalités de mise en sécurité de l'ancien site DESVRES à Landrecies n'ont pas été mises en oeuvre (présence de déchets, de risques de chute, absence de concertation sur l'usage futur, absence de servitudes liées au maintien des dalles en place). Aussi, l'inspection propose de mettre en demeure Maitre Perrin, en tant que représentant du dernier exploitant, de mettre le site en sécurité.

L'inspection souligne que les modalités de cessation d'activités sont celles applicables avant le 1er juin 2022 étant donné la notification de cessation d'activités intervenue en 2015.

Par ailleurs, en considérant que les investigations menées sur le site attestent de la compatibilité sanitaire du site sous réserve du maintien des revêtements en place, il est proposé d'imposer à Maitre Perrin, représentant du dernier exploitant DESVRES, de réaliser, à l'issue de la concertation sur l'usage futur, un dossier de servitudes d'utilité publiques afin de conserver la mémoire des pollutions en place et de le maintien des revêtements.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/2015, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats : Lors de la dernière inspection du 17 juin 2015, l'inspection avait relevé les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le portail d'accès principal était ouvert- du matériel était stocké dans la cour de l'établissement- une société était en cours de démontage des lignes de production. <p>Par rapport du 29 juin 2015 transmis le 2 juillet 2015, l'inspection avait rappelé à l'exploitant ses obligations en matière de cessation d'activités icpe.</p> <p>Par courrier du 20 juillet 2015 reçu le 22 juillet 2015, la société DESVRES a transmis un dossier de notification de cessation d'activités réalisé par le bureau d'études ETRS France référence Etf2515.</p> <p>Le dossier précise les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- il existait 3 transformateurs à huile qui ont été rapatriés sur d'autres sites DESVRES- les fosses de récupération des eaux de process ont été remblayées- les bouteilles de gaz ont été transférées vers d'autres sites du groupe, ainsi que les bidons d'huiles- l'alimentation en gaz naturel de la chaufferie est coupée- le site disposait de 5 cuves de liquides inflammables (1 cuve semi-enterrée, 2 cuves aériennes et 2 cuves de fuel lourds). Le dossier précise que les vidanges, nettoyages, dégazages et inertages ont été réalisés mais les justificatifs ne sont pas transmis (le dossier précise en p.18 « Les justificatifs seront transmis à l'administration dès leur réception » cependant aucune transmission n'a été retrouvée dans ce sens).- le site est clôturé et les portes d'accès sont fermées à clé- certains déchets non dangereux mais présentant un risque en cas d'incendie sont toujours présents dans le bâtiment de stockage, localisé au Nord-Ouest du site (le dossier précise p.18 que ces déchets seront évacués sous 2 mois mais aucune transmission n'a été retrouvée dans ce sens)- l'exploitant a fait procéder à la coupure des énergies (électricité, gaz et eau). <p>Observation : Le dossier présente en annexe 1 des documents qui semblent correspondre à des ventes de machines de production mais ces documents ne sont pas interprétables car sont rédigés en langue étrangère et ne correspondent pas à des bordereaux de suivi de déchets français.</p> <p>Le dossier présente par ailleurs en p.36 la présence de résidus d'émaux vitrifiés présents sous un quai de chargement, qui constituent donc des déchets.</p> <p>Une campagne d'investigations a été réalisée le 13 janvier 2014 et met en évidence des teneurs en</p>

métaux sur brut supérieures à plus de 50 fois les valeurs du fond pédogéochimique local pour le Barum (19 000 mg/kg), le Plomb (16 000 mg/kg) et le Zinc (34 000 mg/kg). Ces teneurs sont caractéristiques d'un déchet dangereux.

Le dossier précise que d'après les informations obtenues, la quantité de matériaux de type émaux vitrifiés enfouis au niveau du quai de chargement est estimé à environ 150m² sur une épaisseur d'environ 0,70m soit un volume évalué à 105m³.

Lors de la présente inspection, il est constaté :

- **la présence de déchets divers dans l'intégralité des bâtiments visités** (entrepôt logistique, bâtiment de production, bâtiment de préparation des matières premières, laboratoire). Les déchets sont de type de non dangereux : pièces de machines, résidus de production, cartons, emballages, matières premières... (cf planche photographique en annexe 1)
- **la présence de tôles amiantées de toiture en extérieur**, issues d'un démantèlement ou de travaux (cf planche photographique en annexe 1)
- **le portail principal d'entrée n'était pas fermé à clefs à notre arrivée**
- **des fosses non comblées sont présentes**, principalement au niveau du bâtiment logistique et entraînant un risque de chute
- **des accès en hauteur sont présents** au sein du bâtiment de production (présence d'échelle à crinoline non sécurisée)
- **un risque de chute existe depuis le niveau supérieur du bâtiment de production** (cf planche photographique)
- **la présence de 2 cuves**, identifiées sur le plan du dossier de cessation d'activités en figure 3 comme des cuves d'hydrocarbures, avec accès par échelle à crinoline non sécurisé
- **la présence des résidus d'émaux vitrifiés sous le quai de chargement extérieur** (cf planche photographique)
- la présence de l'entreprise ets PARIS sur la parcelle A2898, parcelle qui a fait l'objet d'un acte de vente d'après la mairie.

Observations : /

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Il est donc demandé au liquidateur de:

- procéder à l'évacuation des déchets dans des filières autorisées (tous les déchets, y compris les résidus d'émaux vitrifiés identifiés sous le quai de chargement et les tôles de fibrociment)
- de fermer toutes les issues possibles afin d'éviter les intrusions (accès principal mais également les accès annexes sur les côtés du site, non clôturés, par exemple via la parcelle enherbée)
- de procéder au comblement des fosses avec des matériaux sains
- de sécuriser les accès en hauteur
- de sécuriser la barrière ouverte qui donne de l'étage du bâtiment de production vers le rez-de-chaussée
- de vérifier les 2 cuves d'hydrocarbures toujours présentes sur le site et de faire procéder à leur dégazage et leur inertage le cas échéant.

Nom du point de contrôle : Concertation usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/2015, article R512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, Concertation sur l'usage futur dans le cadre de la cessation d'activités
Prescription contrôlée : <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable. L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
Constats : Aucune concertation sur l'usage futur n'a été mise en œuvre par l'exploitant DESVRES ou par le liquidateur . Il convient donc que le liquidateur réalise la procédure de concertation prévue à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement en transmettant au maire ou au président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activités les plans, études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage. Il doit transmettre en même temps au préfet une copie de ses propositions.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan de Gestion et remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/07/2015, article R.512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activités - remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p> <p>Constats : Par courrier du 20 juillet 2015 reçu le 22 juillet 2015, la société DESVRES a transmis un dossier de notification de cessation d'activités réalisé par le bureau d'études ETRS France référence Etf2515.</p> <p>Le dossier présente, à partir de la page 28, les investigations réalisées dans le cadre de la cessation d'activités.</p> <p>Ainsi, les 4- 5 -10 avril 2013, des sondages de sols ont eu lieu. 18 sondages ont été effectués, en fonction du recensement réalisé concernant les sources potentielles d'impact des sols.</p> <p>Il a été mis en évidence l'absence de signe organoleptique de pollution, à l'exception d'une « légère odeur d'hydrocarbures au droit du sondage S7 (zone de stockage de bidons d'huile) et de légères odeurs métalliques au droit des sondages S2 et S3 (bâtiment de stockage des matières premières). En outre, des traces de résidu bleu violet ont été mises en évidence au droit du sondage S5 (transformateur).</p> <p>Il a également été rencontré, lors des forages, des traverses de chemins de fer au droit du sondage S12, localisé dans la rue de Mormal en bordure de site et la présence d'une dalle d'1m de profondeur au droit des sondages S9, S10 et S11 et un refus de sondage à 2m de profondeur sur S4 et S5 dont l'origine n'a pu être identifiée.</p> <p>Les analyses réalisées mettent en évidence des teneurs en métaux dans les sols globalement du même ordre de grandeur que le fond géochimique local à l'exception de certains sondages qui</p>

présentent des teneurs en métaux (S5, S8 et S13).

Globalement les résultats mettent en évidence l'absence de pollutions significatives des sols.

Le dossier conclut « L'état environnemental des sols du site mis en évidence par les investigations est donc compatible avec l'usage industriel sous réserve de maintenir les revêtements notamment ceux présents dans le bâtiment de production principal et au droit du sondage S13. ».

L'inspection en conclut donc qu'il est nécessaire de mettre en place des servitudes imposant ce maintien.

Enfin, le dossier de notification de cessation d'activités conclut, après interprétation de l'état des milieux investigués, que le site est compatible avec un usage industriel.

L'inspection ne valide pas ces conclusions de manière directe étant donné la présence de déchets caractérisés comme dangereux (résidus d'émaux vitrifiés) et l'absence de dispositifs de conservation des revêtements nécessaires à l'absence de voie de transfert des polluants pour confirmer la compatibilité.

Aussi, l'inspection propose à Mr le préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour solliciter la remise d'un dossier de servitudes d'utilité publiques.

Observations : /

Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire

Proposition de suites : Arrêté préfectoral complémentaire